

Revenus des ménages

En 2011, le revenu disponible brut (RDB) des ménages accélérerait (+3,3 % après +2,0 %). Il serait porté principalement par des revenus d'activité plus dynamiques en 2011 (+3,1 %) qu'en 2010 (+2,0 %). La croissance des prestations sociales resterait soutenue tandis que les impôts accéléreraient vivement. Au total, malgré la hausse des prix à la consommation, le pouvoir d'achat du revenu des ménages accélérerait : +1,0 % après +0,8 % en 2010.

Les revenus d'activité accéléreraient en 2011

En 2011, les revenus d'activité perçus par les ménages seraient plus dynamiques qu'en 2010 (+3,1 % après +2,0 %, cf. tableau 1). La masse salariale reçue par les ménages croîtrait à un rythme plus élevé (+3,3 % après +2,0 %), en parti-

culier dans les secteurs marchands non agricoles (cf. tableau 2). En effet, le redressement de l'emploi se poursuivrait et les salaires nominaux seraient plus dynamiques en 2011 qu'en 2010 (cf. graphique 1). L'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels accélérerait également (+1,8 % après +1,5 % en 2010), dans le sillage de l'activité.

Par ailleurs, les revenus de la propriété se redresseraient en 2011 (+3,5 % après -0,1 %) tandis que l'excédent brut d'exploitation des ménages purs⁽¹⁾ augmenterait nettement au premier semestre avant de se modérer au deuxième (+3,4 % au premier semestre, après +2,2 % au second semestre 2010, puis +2,1 % au deuxième semestre 2011).

Tableau 1

Revenu disponible brut des ménages

évolution en %

	Moyennes semestrielles						Moyennes annuelles		
	2009		2010		2011		2009	2010	2011
	S1	S2	S1	S2	S1	S2			
Revenu disponible brut (RDB) (100%)	0,0	1,2	0,6	1,5	1,7	1,6	0,6	2,0	3,3
dont :									
Revenus d'activité (68 %)	-1,1	0,3	1,3	1,1	1,7	1,8	-0,8	2,0	3,1
Masse salariale brute (59 %)	-0,7	0,5	1,2	1,0	1,8	1,9	0,0	2,0	3,3
EBE des entrepreneurs individuels ⁽¹⁾ (9 %)	-4,0	-0,9	1,4	1,1	0,6	1,2	-5,5	1,5	1,8
Prestations sociales en espèces (32 %)	2,4	3,5	1,1	1,2	1,6	2,1	5,5	3,4	3,2
EBE des ménages purs (12 %)	-3,2	-1,5	-0,2	2,2	3,4	2,1	-4,1	0,1	5,7
Revenus de la propriété (10 %)	-1,4	-1,0	-0,2	1,3	1,8	2,0	-1,7	-0,1	3,5
Prélèvements sociaux et fiscaux (-23 %)	-3,1	-1,1	2,8	-0,1	2,3	3,2	-1,9	2,2	3,9
Cotisations des salariés (-8 %)	-0,1	1,1	1,0	0,5	1,1	1,6	0,9	1,9	2,2
Cotisations des non-salariés (-2 %)	3,5	0,4	1,3	0,6	0,9	1,1	4,7	1,8	1,7
Impôts sur le revenu et le patrimoine (y compris CSG et CRDS) (-13 %)	-6,0	-2,7	4,2	-0,6	3,4	4,5	-4,6	2,5	5,4
Revenus hors impôts	-0,7	0,8	1,0	1,3	1,9	2,0	0,0	2,0	3,6
Prix de la consommation des ménages (comptes nationaux trimestriels)	-0,9	0,1	0,8	0,6	1,3	1,3	-0,6	1,2	2,3
Pouvoir d'achat du RDB	0,9	1,1	-0,2	0,9	0,4	0,3	1,3	0,8	1,0

Prévision

Note : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2010.

(1) L'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels est le solde du compte d'exploitation des entreprises individuelles. Il s'agit d'un revenu mixte puisqu'il rémunère le travail effectué par le propriétaire de l'entreprise individuelle, et éventuellement les membres de sa famille, mais contient également le profit réalisé en tant qu'entrepreneur.

Source : Insee

Léger ralentissement des prestations sociales en 2011

En 2011, les prestations sociales en espèces progresseraient quasiment au même rythme qu'en 2010 (+3,2 % après +3,4 %, cf. tableau 3).

Les prestations de Sécurité sociale seraient un peu moins dynamiques qu'en 2010 : +3,3 % après +3,9 %. En effet, alors que les allocations vieillesse resteraient dynamiques, les prestations de chômage reculeraient en 2011, en lien avec l'amélioration du marché du travail.

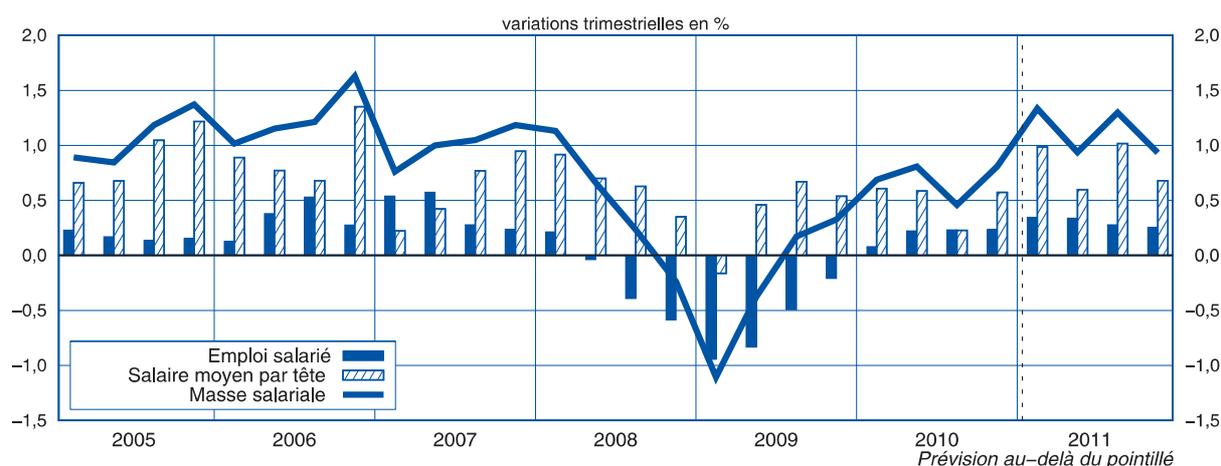
En revanche, les prestations d'assistance sociale se redresseraient en 2011, après une année 2010 marquée par la non-reconduction des mesures prises dans le cadre du plan de relance de 2009 (+0,5 %, après -0,7 %). Elles seraient soutenues, en outre, par les revalorisations de l'allocation aux adultes handicapés (en avril et septembre) et par la progression du revenu de solidarité active et de l'allocation de solidarité spécifique.

Les prélèvements obligatoires augmenteraient en 2011

Les prélèvements obligatoires versés par les ménages augmenteraient de 3,9 % en 2011, tirés par l'accélération des impôts (+5,4 % après +2,5 % en 2010). En effet, la croissance des recettes de l'impôt sur le revenu serait vive : +6,0 % après +1,6 %. D'une part les revenus ont rebondi en 2010. D'autre part, les mesures de consolidation budgétaire votées pour 2011 contribueraient à la progression de l'impôt sur le revenu au second semestre, avec notamment la contribution supplémentaire de 1,0% sur les hauts revenus, la suppression de certaines niches fiscales, et les effets induits par la suppression de la taxe professionnelle⁽²⁾.

(2) Avec la réforme de la taxe professionnelle, les bénéfices des entrepreneurs individuels augmentent mécaniquement. Par conséquent l'impôt sur le revenu acquitté par ceux-ci est plus élevé.

1 - Décomposition de la masse salariale des ménages sur le champ concurrentiel non agricole



Source : Insee

Tableau 2
De la masse salariale des entreprises non financières à celle reçue par les ménages

évolution en %

	Moyennes semestrielles						Moyennes annuelles		
	2009		2010		2011		2009	2010	2011
	S1	S2	S1	S2	S1	S2			
Entreprises non financières (ENF) (67%)	-1,8	0,1	1,3	1,4	2,3	2,2	-1,4	2,0	4,1
<i>dont : salaire moyen par tête</i>	-0,1	1,1	1,2	0,9	1,7	1,6	1,1	2,2	2,9
Entreprises financières (5%)	4,2	0,6	1,1	-0,1	2,2	2,4	4,4	1,3	3,3
Administrations publiques (23%)	1,1	1,3	0,9	0,5	0,6	0,7	2,3	1,8	1,2
Ménages hors entrepreneurs individuels (2%)	0,6	1,4	2,6	0,2	1,0	2,3	2,8	3,4	2,2
Masse salariale brute reçue par les ménages (100%)	-0,7	0,5	1,2	1,0	1,8	1,9	0,0	2,0	3,3
<i>dont : secteurs concurrentiels non agricoles</i>	-1,4	0,1	1,3	1,3	2,2	2,2	-1,1	2,0	4,0

Prévision
Note : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2010.
Source : Insee

Par ailleurs, la taxation au fil de l'eau de l'assurance-vie entraînerait une hausse de la CSG. En revanche, les autres impôts courants ralentiraient en 2011, dans le sillage notamment de la baisse de l'ISF décidée par la loi de finances rectificative.

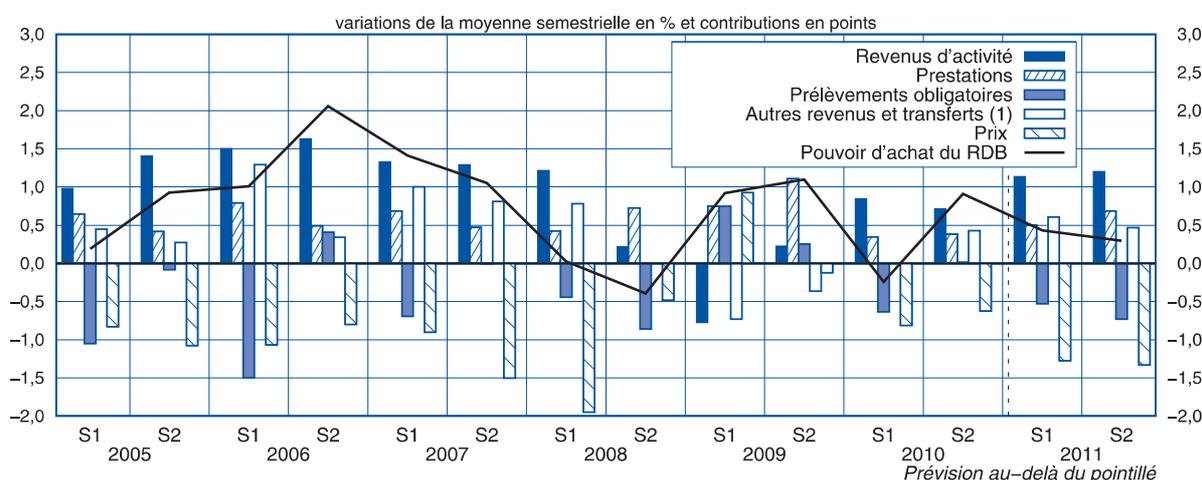
Les cotisations versées par les salariés en 2011 accéléreraient (+2,2 % après +1,9 % en 2010), en raison de la nette progression de la masse salariale. Par ailleurs, les cotisations versées par les non-salariés augmenteraient au même rythme qu'en 2010 (+1,7 % après +1,8 %).

Le pouvoir d'achat accélérerait en 2011

Le revenu des ménages serait porté en 2011 par la progression de l'emploi et des salaires nominaux (cf. graphique 2). En revanche, les impôts accélé-

raient nettement en 2011, du fait du rebond des revenus en 2010 et des mesures votées en loi de finances qui joueraient essentiellement au second semestre. Le revenu disponible des ménages accélérerait en 2011 (+3,3 % après +2,0 %), mais cette accélération serait contrebalancée par le regain d'inflation : au total, le pouvoir d'achat des ménages progresserait légèrement plus vite en 2011 qu'en 2010 (+1,0 % après +0,8 %, cf. graphique 2). Le pouvoir d'achat par unité de consommation, qui tient compte des évolutions démographiques, croîtrait de +0,3 % en 2011, alors qu'en 2010 il était quasi stable (+0,1 %, cf. encadré). ■

2 - Pouvoir d'achat du revenu disponible et contributions



(1) EBE des ménages purs, revenus de la propriété et transferts courants.

Source : Insee

Tableau 3

Les transferts sociaux reçus et versés par les ménages

évolution en %

	Moyennes semestrielles						Moyennes annuelles		
	2009		2010		2011		2009	2010	2011
	S1	S2	S1	S2	S1	S2			
Prestations sociales en espèces reçues par les ménages (100%)	2,4	3,5	1,1	1,2	1,6	2,1	5,5	3,4	3,2
Prestations de Sécurité Sociale (72%)	2,7	3,0	1,7	1,4	1,5	2,2	5,5	3,9	3,3
Prestations de régimes privés (7 %)	0,4	2,5	0,6	2,1	2,6	2,3	2,3	2,8	4,9
Prestations directes d'employeur (13 %)	1,3	1,7	1,9	1,7	1,8	1,9	2,9	3,6	3,6
Prestations d'assistance sociale (8 %)	4,2	12,9	-5,1	-2,8	1,0	1,9	13,2	-0,7	0,5
Total des prélèvements sociaux	0,1	1,1	1,1	1,0	1,3	1,9	1,0	2,1	2,8
Cotisations sociales effectives versées par les ménages (100 %)	-0,1	1,0	1,0	0,9	1,2	1,9	0,7	1,9	2,6
dont : Cotisations des employeurs ⁽¹⁾ (63 %)	-0,5	1,0	1,0	1,1	1,3	2,2	0,2	2,0	3,0
Cotisations des salariés (29 %)	-0,1	1,1	1,0	0,5	1,1	1,6	0,9	1,9	2,2
Cotisations des non-salariés (8 %)	3,5	0,4	1,3	0,6	0,9	1,1	4,7	1,8	1,7

■ Prévision

Note : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2010.

(1) Les cotisations employeurs sont à la fois reçues et versées par les ménages en comptabilité nationale : elles n'ont donc pas d'effet sur le revenu disponible brut.

Source : Insee

Encadré - Différentes mesures du pouvoir d'achat

Le revenu des ménages qui est présenté et analysé dans la Note de conjoncture représente l'ensemble des revenus perçus par la totalité des ménages. C'est en effet cette grandeur qui est pertinente au niveau macro-économique, par exemple pour construire l'équilibre entre ressources (PIB et importations) et emplois (consommation, investissement, exportations...) ou pour prévoir le PIB. Cette grandeur doit être corrigée si on souhaite mesurer le pouvoir d'achat moyen des Français, de manière à tenir compte à la fois de la croissance du nombre de ménages et de l'évolution de leur composition. La correction la plus pertinente de ce point de vue consiste à diviser le revenu par le nombre d'unités de consommation en France. Ce concept permet de tenir

compte de la croissance démographique, mais aussi du fait que certaines consommations peuvent être partagées au sein d'un ménage (les appareils ménagers par exemple). Un ménage de taille importante réalise donc certaines "économies d'échelle" par rapport à un ménage de taille plus faible. En 2010, la croissance du nombre d'unités de consommation a été de +0,7 % ; par comparaison, celle du nombre d'habitants est de +0,5 %, et le nombre de ménages a augmenté de 1,0 %. Ainsi, en 2011, le pouvoir d'achat par unité de consommation accélérerait (+0,3 % après +0,1 % en 2010). Par habitant, la hausse serait de 0,5 %, tandis que le pouvoir d'achat par ménage stagnerait (0,0 %). ■

Consommation et investissement des ménages

Au premier trimestre 2011, la consommation des ménages est restée soutenue (+0,6 % après +0,4 %), portée notamment par l'accélération de la consommation de services. Le taux d'épargne des ménages aurait légèrement reculé, de 16,1 % à 15,8 %.

Le deuxième trimestre serait marqué par un repli de la consommation en biens manufacturés, notamment d'automobiles, avec la fin de l'« effet de traîne » de la prime à la casse. Les gains attendus de pouvoir d'achat contribueraient alors à la reconstitution de l'épargne.

Sur le reste de l'année, la consommation conserverait un rythme un peu inférieur à celui d'avant la crise. Le taux d'épargne des ménages se stabiliserait à 16,0 % en 2011, un niveau toujours supérieur à celui qui prévalait avant 2008.

La reprise de l'investissement des ménages, amorcée au second semestre 2010, se confirmerait. Sur l'ensemble de la prévision, l'investissement des ménages serait dynamique. Sur l'année, il progresserait de 2,7 %, après un recul de 1,4 % en 2010.

Au premier trimestre 2011, dynamisme des dépenses en biens comme en services

La consommation des ménages a été dynamique au premier trimestre 2011 (+0,6 % après +0,4 %, cf. tableau). Celle-ci progressant plus vite que les

gains de pouvoir d'achat, les ménages ont légèrement puisé dans leur épargne : leur taux d'épargne a reculé de 16,1 % au quatrième trimestre 2010 à 15,8 % au premier trimestre 2011.

Malgré la suppression de la prime à la casse au 31 décembre 2010, les achats d'automobiles ont de nouveau augmenté au premier trimestre 2011, en raison des délais de livraison nécessaires pour honorer les commandes passées (+2,3 % après +8,5 %). Les dépenses en équipement du logement ont également été dynamiques, après un quatrième trimestre en léger recul (+2,4 % après -0,2 %). Ce rebond est notamment imputable aux produits de l'électronique grand public dont les achats ont été stimulés par le passage au « tout numérique » de six nouvelles régions, dont l'Île-de-France. Les achats en textile-cuir se sont également redressés, après un quatrième trimestre marqué par le contrecoup des soldes de l'été 2010 (+1,5 % après -1,2 %). En revanche, les dépenses des ménages en carburants ont de nouveau reculé (-0,1 % après -0,8 %).

Les dépenses en énergie (gaz et électricité) ont également baissé (-3,5 % après +1,7 %) : en début d'année, les températures ont été supérieures aux normales saisonnières, alors qu'elles ont été très froides au quatrième trimestre 2010.

Enfin, après un léger recul au quatrième trimestre 2010, la consommation de services a rebondi (+0,7 % après -0,1 %), en particulier dans les transports. En effet, les dépenses des ménages avaient été affectées fin 2010 par les mouvements sociaux en octobre et les intempéries en décembre ; elles ont donc fortement progressé au

Dépenses de consommation et investissement des ménages

évolutions en %

	Évolutions trimestrielles								Évolutions annuelles	
	2010				2011				2010	2011
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
Dépenses totales de consommation des ménages	0,1	0,1	0,6	0,4	0,6	-0,4	0,3	0,4	1,3	1,2
dont :										
Agriculture (3 % ²)	-1,8	-0,6	-0,4	0,3	1,9	0,4	0,3	0,3	-2,2	2,3
Énergie (4 %)	8,3	-1,1	-1,1	1,7	-3,5	-2,0	0,9	0,5	4,9	-4,0
Produits manufacturés (43 %)	-0,6	-0,3	1,2	0,9	0,8	-1,5	0,2	0,4	1,3	1,1
Services (50 %)	0,0	0,4	0,4	-0,1	0,7	0,5	0,4	0,4	0,8	1,6
Consommation effective totale	0,0	0,1	0,5	0,4	0,6	-0,3	0,3	0,4	1,3	1,2
Investissement des ménages	-0,5	0,1	1,9	0,8	-0,3	0,8	1,2	0,7	-1,4	2,7

■ Prévision

Source : Insee

premier trimestre. La consommation en hôtellerie-restauration, mais aussi celle des services culturels et de loisirs, ont également accéléré. Enfin, les services de santé ont contribué au rebond de la consommation de services, car l'épidémie de grippe a été plus tardive cet hiver que les années précédentes.

Au deuxième trimestre, la consommation s'essoufflerait

La consommation en biens manufacturés a nettement baissé en mars (-1,4 % par rapport à février) et en avril (-3,2 % par rapport à mars). Les achats d'automobiles ont reculé avec la fin de l'« effet de traîne » de la prime à la casse. Fin avril, l'acquis de consommation des produits manufacturés pour le deuxième trimestre est ainsi fortement négatif : il s'établit à -2,0 % (cf. éclairage : "Du nouveau sur la consommation mensuelle des ménages"). La consommation en produits manufacturés se replierait donc au deuxième trimestre 2011 (cf. graphique 1). Dans le sillage des immatriculations en mai, la consommation d'automobiles serait peu dynamique sur la fin du trimestre. En revanche, la consommation de textile-cuir bénéficierait en juin d'un nombre de jours de soldes important cette année, et certains achats habituellement réalisés au troisième trimestre auraient lieu dès le deuxième trimestre. Enfin, les dépenses de produits raffinés continueraient de reculer, la hausse du prix du pétrole pesant sur les volumes consommés.

La consommation d'énergie a nettement baissé en avril (-6,0 %) sous l'effet de températures plus clémentes qui ont limité le recours aux énergies de chauffage. Elle s'inscrirait globalement en recul sur l'ensemble du trimestre.

Par ailleurs, après le rebond du premier trimestre, la consommation de services retrouverait un rythme plus modéré.

Au total, les dépenses de consommation des ménages reculeraient au deuxième trimestre. Le taux d'épargne remonterait de 15,8 % à 16,2 % (cf. graphique 2). Au second semestre, la consommation soutenue par les services

Au second semestre, la consommation des ménages retrouverait un rythme de croissance légèrement inférieur au rythme d'avant crise (+0,3 % au troisième trimestre et +0,4 %, au quatrième). Face au niveau toujours élevé du chômage, les ménages maintiendraient un volant important d'épargne de précaution : en 2011, le taux d'épargne serait stable, à 16,0 %.

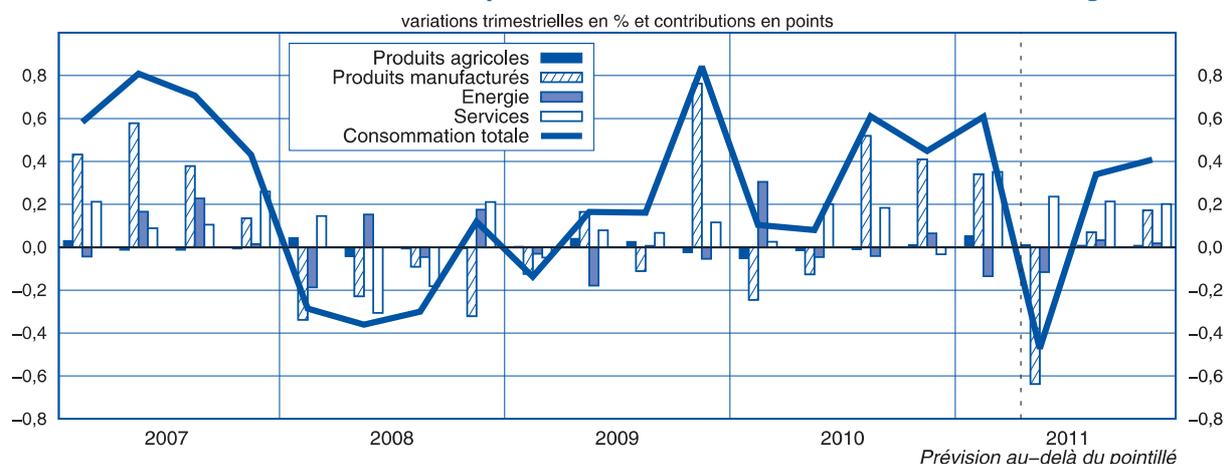
Après un net contrecoup au deuxième trimestre lié à la suppression de la prime à la casse, les dépenses en automobiles ne soutiendraient plus la consommation. Ainsi, la consommation en biens manufacturés ne retrouverait son dynamisme que très progressivement. En revanche, la consommation de services retrouverait dès le troisième trimestre une progression proche de celle d'avant la crise (+0,4 % chaque trimestre).

En moyenne annuelle sur 2011, la croissance de la consommation serait quasiment identique à celle de 2010 : +1,2 % après +1,3 %.

L'investissement des ménages en forte reprise

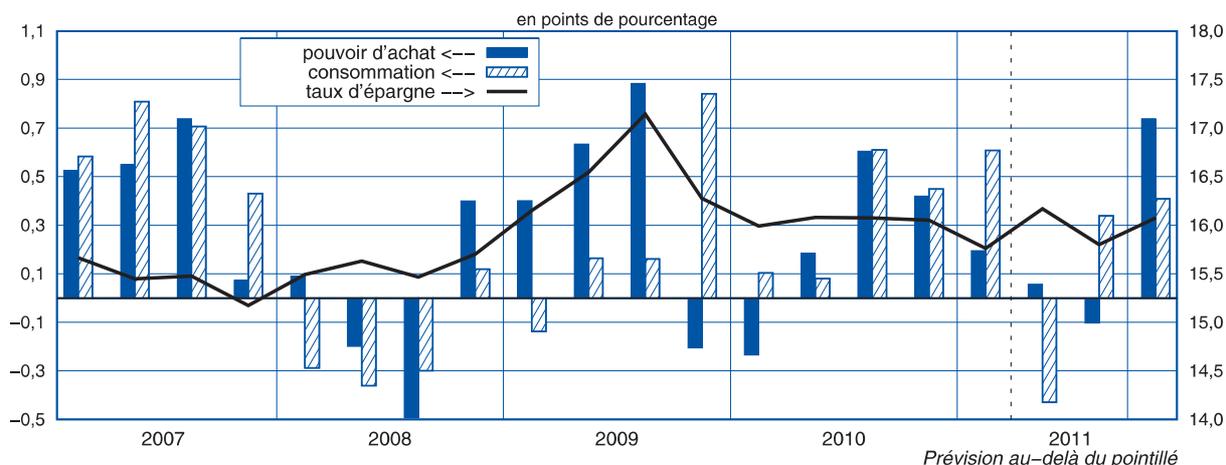
Après un rebond au second semestre 2010, l'investissement des ménages s'est replié au premier trimestre 2011 (-0,3 %). Ce repli est lié, d'une part, à une baisse des dépenses liées à l'immobilier ancien, qui avaient été particulièrement dynamiques fin 2010. D'autre part, la construction de bâtiments neufs a ralenti, dans le sillage des mises en chantiers observées tout au long de 2010. Sur le reste de l'année 2011, l'investissement des ménages renouerait avec la croissance, en ligne avec le redressement récent des mises en chantier. Sur l'année, l'investissement des ménages progresserait de 2,7 %, après un recul de 1,4 % en 2010. ■

1 - Contributions des différents postes à la consommation trimestrielle des ménages



Source : Insee

2- Taux d'épargne et taux d'accroissement de la consommation et du pouvoir d'achat du revenu disponible brut



Source : Insee

Éclairage - Du nouveau sur la consommation mensuelle des ménages

Depuis mai 2011, l'Insee publie chaque mois une information conjoncturelle sur les dépenses de consommation des ménages en biens⁽¹⁾. Le champ de la dépense de consommation des ménages en biens correspond à des regroupements de produits de la nouvelle nomenclature des comptes nationaux (base 2005), suivant une approche fonctionnelle⁽²⁾ : alimentaire, énergie, produits fabriqués (biens durables dont automobile, textile-cuir et habillement, autres biens fabriqués). Ce champ est deux fois plus large que celui de la dépense en produits manufacturés couvert par la publication mensuelle précédente (ancienne nomenclature des comptes, base 2000) : il est notamment élargi aux dépenses en énergie et à la consommation alimentaire. Ainsi, la dépense de consommation des ménages en biens représente désormais près de la moitié de la dépense de consommation des ménages. Les séries mensuelles sont cohérentes avec celles publiées dans les comptes nationaux trimestriels. Elles sont corrigées des variations saisonnières (CVS) et des jours ouvrables (CJO), et sont exprimées en volumes chaînés⁽³⁾.

Suivre la consommation en biens des ménages présente deux avantages du point de vue de l'analyse conjoncturelle. D'une part, les données concernant ce champ sont nombreuses et

disponibles rapidement⁽⁴⁾. D'autre part, la dépense en biens est plus volatile que celle en services. Elle apporte ainsi une véritable information conjoncturelle et constitue un précieux indicateur pour la prévision.

En avril 2011, les dépenses de consommation des ménages en biens ont baissé de 1,8 % en volume, après avoir déjà reculé de 1,0 % en mars. Cette baisse s'explique notamment par un fort recul des achats de biens durables, en particulier d'automobiles, et par une baisse des dépenses en énergie (cf. graphiques 1 et 2). Fin avril, l'acquis de croissance pour la consommation de biens au deuxième trimestre s'établit à -2,2 %. La consommation en biens d'avril fournit donc une première information quantitative sur l'effet de la suppression de la prime à la casse. Elle a été prise en compte dans notre prévision : sur la base de cette information, la consommation des ménages au deuxième trimestre a été revue en baisse par rapport à la note de conjoncture de mars. ■

(1) Informations rapides, n° 134 - 31 mai 2011, « Dépenses de consommation des ménages en biens - avril 2011 ».

(2) Cf. la note méthodologique simplifiée : http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind19/method_idconj_19.pdf

(3) La croissance des agrégats est indépendante des effets de variation de prix et est corrigée des variations de la structure du panier de c4) L'indicateur de consommation est construit à partir de différentes sources statistiques établies par la Banque de France, le Service de l'observation et des statistiques (SOeS) du ministère de l'Équipement, le Comité des constructeurs français d'automobiles, l'Observatoire économique de l'Institut français de la Mode, la Caisse nationale de l'assurance maladie, le Syndicat national du caoutchouc et des plastiques, le Comité des producteurs de pétrole, GDF-Suez, RTE, GFK, la SEITA, la Chambre syndicale internationale de l'automobile et du motocycle, l'Office national interprofessionnel des grandes cultures.

1 - Données mensuelles de la consommation d'automobiles

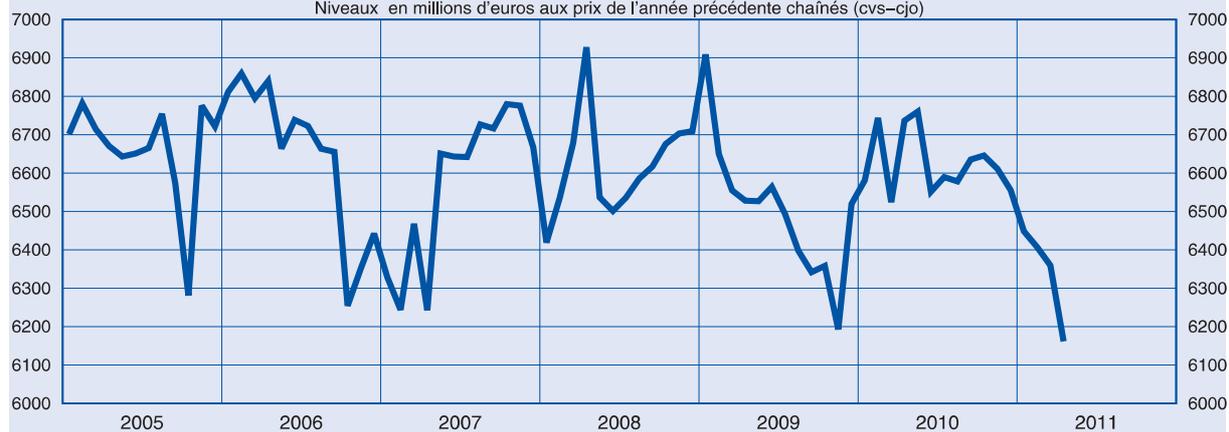
Niveaux en millions d'euros aux prix de l'année précédente chaînés (cvs-cjo)



Source : Insee

2 - Données mensuelles de la consommation d'énergie

Niveaux en millions d'euros aux prix de l'année précédente chaînés (cvs-cjo)



Source : Insee

Résultats des entreprises

Après s'être redressé début 2010, en raison notamment de la suppression de la taxe professionnelle, le taux de marge des sociétés non financières, mesuré au coût des facteurs, a légèrement reculé sur le reste de l'année. La hausse des coûts salariaux réels et, en fin d'année, la détérioration des termes de l'échange, ont compensé l'impact positif des gains de productivité, au demeurant modestes. À la fin de l'année 2010, le taux de marge s'est établi à 30,9 %.

En 2011, le taux de marge serait stable : en fin d'année, il s'établirait à 31,0 %, soit 1,0 point en dessous de son niveau moyen d'avant la crise et 0,6 point au-dessus de son point bas pendant la crise. Il serait soutenu par les gains de productivité réalisés par les entreprises, mais serait pénalisé par les termes de l'échange, défavorables en raison de la hausse des prix des matières premières importées, par la progression des coûts salariaux réels, ainsi que par la montée en charge des taxes succédant à la taxe professionnelle.

Après une hausse début 2010, le taux de marge s'est stabilisé

Au premier trimestre 2010, le taux de marge au coût des facteurs s'est nettement redressé (+ 0,6 point, à 31,0 %) avec la suppression de la taxe professionnelle. Jusqu'à la fin 2010, le taux de marge est ensuite resté stable. Les gains de productivité ont compensé la hausse des coûts salariaux réels. En outre, fin 2010, la détérioration des termes de l'échange a commencé à peser sur le taux de

marge (-0,3 point), en raison de la progression des prix de l'énergie et des matières premières. Au total, fin 2010, le taux de marge s'est établi à 30,9 %, 0,5 point plus élevé qu'un an auparavant.

Le taux de marge progresserait début 2011...

Au premier trimestre 2011, le taux de marge aurait vivement progressé (+ 0,4 point, cf. graphique). Avec le rebond de l'activité, la productivité a accéléré (contribution de + 0,7 point, cf. tableau). En revanche, les termes de l'échange auraient pesé, comme au quatrième trimestre 2010 sur le taux de marge, du fait de la poursuite de la hausse des prix de l'énergie (contribution de -0,2 point); de même que la montée en charge des taxes succédant à la taxe professionnelle⁽¹⁾ (contribution de -0,1 point)⁽²⁾, et que la hausse des coûts salariaux réels (contribution de -0,2 point).

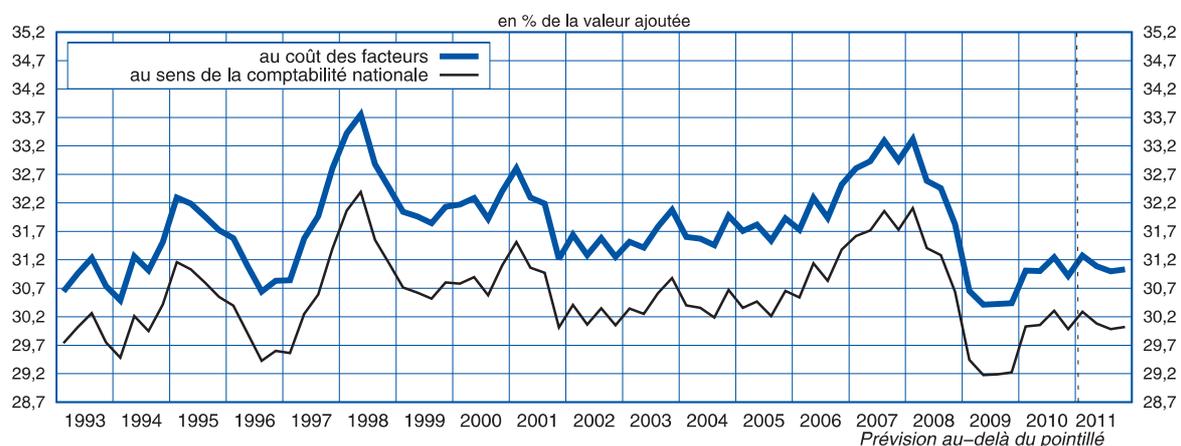
... puis se stabiliserait sur le reste de l'année

Au deuxième trimestre 2011, le taux de marge reculerait légèrement (-0,2 point). Avec le ralentissement attendu de l'activité, les gains de productivité seraient faibles. De plus, les termes de l'échange continueraient de peser sur le taux de marge (contribution de -0,2 point). En revanche, les salaires réels reculeraient légèrement.

(1) Cotisation foncière des entreprises, cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises et imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux.

(2) Son impact est comptabilisé dans la ligne « ratio du prix de la VA au coût des facteurs au prix de la VA ».

Taux de marge des sociétés non financières (SNF)



Source : Insee

Au second semestre, le taux de marge se replierait encore légèrement et reviendrait à son niveau de fin 2010. La reprise des gains de productivité serait favorable à la hausse du taux de marge (contributions cumulées de 0,5 point). *A contrario*, deux facteurs joueraient à la baisse. D'une part, les termes de l'échange resteraient défavorables (contributions cumulées de -0,2 point). D'autre part les cotisations sociales progresseraient, en raison de la mesure d'annualisation des allègements généraux sur les bas salaires, qui aurait un impact principalement au quatrième trimestre (contribution de

-0,1 point sur le semestre). Les salaires réels progresseraient d'ici la fin de l'année (contribution de -0,2 point), en partie en raison de la prime pour les salariés, instaurée par la loi de finance rectificative pour la sécurité sociale (cf. fiche Salaires).

Au total, fin 2011, le taux de marge au coût des facteurs s'établirait à 31,0 %, soit 0,6 point au-dessus de son point bas depuis le début de la crise et 1,0 point en dessous de son niveau moyen sur la période 2000-2007. ■

Décomposition du taux de marge des sociétés non financières (SNF)

en % et en points

	2009				2010				2011				2009	2010	2011
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Taux de marge (en niveau)⁽¹⁾	29,4	29,2	29,2	29,2	30,0	30,1	30,3	30,0	30,3	30,1	30,0	30,0	29,3	30,1	30,1
Variation du taux de marge	-1,2	-0,3	0,0	0,0	0,8	0,0	0,3	-0,3	0,3	-0,2	-0,1	0,0	-2,1	0,8	0,0
Taux de marge au coût des facteurs (en niveau)⁽²⁾	30,7	30,4	30,4	30,4	31,0	31,0	31,2	30,9	31,3	31,1	31,0	31,0	30,5	31,0	31,1
Variation du taux de marge au coût des facteurs	-1,2	-0,2	0,0	0,0	0,6	0,0	0,2	-0,3	0,4	-0,2	-0,1	0,0	-2,1	0,6	0,1
Contributions à la variation du taux de marge au coût des facteurs															
des gains de productivité	-1,3	0,3	0,4	0,5	0,0	0,3	0,2	-0,1	0,7	-0,1	0,2	0,3	-1,7	1,3	1,0
du salaire par tête réel	0,0	-0,4	-0,3	-0,2	0,0	-0,3	0,0	-0,1	-0,3	0,1	-0,2	0,0	-1,1	-0,6	-0,4
du taux de cotisation employeur	-0,1	0,0	0,1	-0,2	0,1	0,0	-0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	-0,2	0,0	0,0	0,1
du ratio du prix de la valeur ajoutée et du prix de la consommation	0,4	0,0	-0,1	-0,1	-0,2	-0,1	0,1	-0,3	-0,2	-0,2	-0,1	-0,1	0,9	-0,4	-0,6
du ratio du prix de la VA au coût des facteurs au prix de la VA	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,4	-0,1

■ Prévission

(1) Le taux de marge TM mesure la part de la valeur ajoutée qui rémunère le capital. Sa variation se décompose de façon comptable entre :

- les évolutions de la productivité (Y/L), avec Y la valeur ajoutée et L l'emploi, et du ratio du prix de la valeur ajoutée au prix de la consommation, ou termes de l'échange (Pva/Pc), qui jouent positivement ;
- les évolutions du salaire réel moyen par tête (SMPT/Pc) et du taux de cotisation employeur (W/SMPT, où W représente l'ensemble des rémunérations), qui jouent négativement.
- d'un ratio du prix de la valeur ajoutée au coût des facteurs par rapport au prix de la valeur ajoutée au sens de la comptabilité nationale, ce ratio augmente en 2010 en raison de la suppression de la taxe professionnelle.

Cette décomposition est synthétisée dans l'équation suivante (cf. dossier de la Note de conjoncture de juin 2003) :

$$TM = \frac{EBE}{VA} \approx 1 - \frac{W \cdot L}{Y \cdot P_{va}} = 1 - \frac{L}{Y} \cdot \frac{W}{SMPT} \cdot \frac{P_c}{P_{va}}$$

(2) La valeur ajoutée au coût des facteurs s'obtient à partir de la valeur ajoutée brute en lui retirant les impôts sur la production nets des subventions d'exploitation. Le taux de marge (part de l'EBE dans la valeur ajoutée) au coût des facteurs est supérieur d'environ 1 % au

Investissement des entreprises et stocks

L'investissement des entreprises a nettement accéléré au premier trimestre. Sur le reste de l'année, il resterait dynamique mais progresserait à un rythme légèrement moindre. D'un côté, les taux d'intérêt toujours bas et un appareil productif de plus en plus sollicité inciteraient les entrepreneurs à augmenter leurs dépenses d'investissement. De l'autre, les perspectives de demande seraient moins favorables d'ici la fin de l'année. Au total, en 2011, l'investissement des entreprises augmenterait nettement (+5,9 %).

Au premier trimestre 2011, les variations de stocks ont contribué fortement à la croissance de l'activité (+0,7 point, après -0,3 point au trimestre précédent), principalement du fait des mouvements de stockage dans les matériels de transport. Au deuxième trimestre 2011, la contribution des variations de stocks à la croissance serait légèrement positive, le creux temporaire de la demande permettant aux entreprises de continuer à reconstituer leurs stocks. Elle serait nulle ensuite.

Au premier trimestre 2011, l'investissement des entreprises a accéléré

Au premier trimestre 2011, la formation brute de capital fixe (FBCF) des entreprises non financières (ENF) a nettement accéléré (+1,9 % après +0,9 % au quatrième trimestre 2010, cf. tableau 1). Le taux d'investissement a continué de se redresser, pour atteindre 17,9 %, après un point bas à 17,0 % un an auparavant (cf. graphique 1). Les dépenses en services ont été dynamiques (+2,3 % après

+1,1 %), notamment en information-communication. Les dépenses en produits manufacturés ont continué de croître à un rythme élevé (+3,4 % après +3,6 %) : les achats de biens d'équipement, qui représentent près de 40 % de l'investissement en produits manufacturés, ont été de nouveau très soutenus (+6,3 %), tout comme les achats d'automobiles (+4,0 %) qui ont bénéficié de l'effet de traîne de la prime à la casse. Enfin, la baisse de l'investissement en construction a été moins importante qu'au quatrième trimestre 2010 (-0,5 % après -2,7 %). Dans le génie civil, certains travaux avaient été ajournés, en raison des mauvaises conditions météorologiques de décembre et de difficultés d'approvisionnement en bitume liées au blocage des raffineries en octobre. Au premier trimestre, le rebond des dépenses en génie civil a donc compensé en partie la baisse des investissements en bâtiment.

L'investissement resterait dynamique d'ici la fin 2011

La hausse de l'investissement des ENF se poursuivrait tout au long de l'année 2011 sur un rythme relativement soutenu : +1,3 % au deuxième trimestre puis +1,2 % aux troisième et quatrième trimestres. Les industriels, interrogés en avril sur leurs investissements, ont confirmé anticiper une reprise dynamique de leurs investissements en 2011. Dans les services, les chefs d'entreprises font également part d'une bonne tenue de leurs investissements.

Les conditions globales de financement restent en effet bien orientées : les taux d'intérêt réels demeurent à des niveaux bas et selon les banques, les

Tableau 1

Investissement des entreprises non financières (ENF)

variations aux prix chaînés de l'année précédente, en %

	Variations trimestrielles												Variations annuelles		
	2009				2010				2011				2009	2010	2011 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Produits manufacturés (49 %)	-12,9	-4,6	0,8	2,4	1,4	3,8	3,6	3,6	3,4	2,5	1,8	1,8	-21,8	8,3	12,5
Construction (22 %)	-1,6	-1,7	-2,3	-2,0	-2,2	-0,3	-1,9	-2,7	-0,5	-0,5	0,0	0,2	-5,6	-6,9	-3,9
Autres (29 %)	-0,6	-2,1	-1,4	0,6	0,7	4,6	1,9	1,1	2,3	1,5	1,5	1,5	-4,1	4,6	7,6
Ensemble des ENF (100 %)	-5,8	-2,9	-0,9	0,4	0,0	2,7	1,3	0,9	1,9	1,3	1,2	1,2	-11,9	2,0	5,9

Prévision

Source : Insee

conditions de crédit sont restées stables au premier trimestre 2011. De plus, les tensions sur l'appareil productif s'accroissent quelque peu (cf. graphique 2) : en avril, le taux d'utilisation des capacités productives de l'industrie manufacturière a continué de progresser pour s'établir à 80,8 %, après 80,2 % en janvier. De même, la part des entreprises rencontrant des goulots de production se stabilise à un niveau relativement élevé (28 % contre 22 % en moyenne depuis 1978).

Pour autant le fléchissement des perspectives freinerait quelque peu l'investissement des entreprises. Interrogés en mai, les chefs d'entreprises dans l'industrie et dans les services révisent légèrement à la baisse leurs anticipations d'activité : les carnets de commandes dans l'industrie se dégarnissent et la demande en service est moins bien orientée.

Le taux d'investissement continuerait néanmoins de progresser et s'élèverait à 18,3 % à la fin de l'année 2011.

Les investissements en produits manufacturés et en services ralentiraient

En forte augmentation depuis le deuxième trimestre 2010, l'investissement en produits manufacturés continuerait de progresser tout au long de l'année 2011, à un rythme plus modéré (+2,5 % au deuxième trimestre puis +1,8 % aux troisième et quatrième trimestres). Les intentions de commande en biens d'équipement demeurent en effet bien orientées, selon les grossistes interrogés en mai.

La croissance des autres investissements, essentiellement en services informatiques et en activités spécialisées, se tasserait quelque peu pour retrouver un rythme proche de sa tendance (+1,5 % à compter du deuxième trimestre après +2,3 % au

premier). Interrogés en mai, les chefs d'entreprise de ces secteurs font part en effet d'un ralentissement de leur activité sur les derniers mois mais les perspectives restent bien orientées.

Les dépenses en construction repartiraient en fin d'année

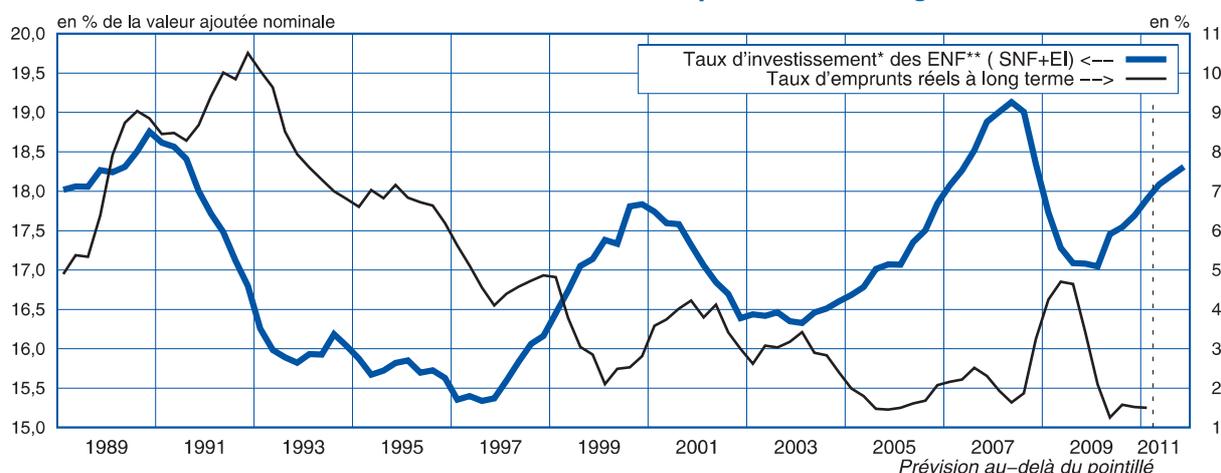
En baisse continue depuis mi-2008, l'investissement en construction ne redémarrerait qu'au quatrième trimestre 2011 (+0,2 % après une stabilisation au troisième et -0,5 % au deuxième) : l'investissement en génie civil continuerait de se redresser et parallèlement les autres investissements en construction se stabiliseraient. Les perspectives d'activité dans les travaux publics et le bâtiment sont en effet mieux orientées et les mises en chantier de bâtiments non résidentiels se redressent depuis quelques mois.

Au total, l'investissement des entreprises accélérerait nettement en 2011 : +5,9 % en moyenne annuelle, après +2,0 % en 2010. Les investissements en produits manufacturés (+12,5 % après +8,3 %) et les autres investissements, (+7,6 % après +4,6 %) progresseraient à un rythme soutenu. Les dépenses en construction reculeraient de nouveau mais plus modérément (-3,9 % après -6,9 %).

Les variations de stocks ont fortement soutenu la croissance du premier trimestre 2011

Au premier trimestre 2011, les variations de stocks ont fortement contribué à la croissance de l'activité (+0,7 point, après -0,3 point au trimestre précédent, cf. tableau 2) et ce principalement dans les produits manufacturés. Cette contribution positive est concentrée sur les matériels de transport

1 - Taux d'investissement et taux d'emprunts réels à long terme



* Le taux d'investissement est le ratio de l'investissement rapporté à la valeur ajoutée nominale.

** Entreprises non financières (ENF) = sociétés non financières (SNF) et entreprises individuelles (EI).

Source : Insee

(+0,5 point), et dans une moindre mesure sur les biens des autres branches industrielles (+0,2 point) et de la cokéfaction et raffinage (+0,1 point).

La hausse des stocks du secteur des matériels de transport au premier trimestre 2011 s'explique surtout par le net repli des ventes à l'étranger de biens aéronautiques. En outre, le rebond des importations de produits pharmaceutiques a contribué au mouvement de stockage observé dans le secteur des autres branches industrielles. Enfin, le restockage important observé dans le secteur de cokéfaction et raffinage est essentiellement lié à la production exceptionnellement élevée au premier trimestre, après les grèves de l'automne dernier.

Au deuxième trimestre 2011, les variations de stocks soutiendraient légèrement la croissance.

Les stocks soutiendraient légèrement la croissance au deuxième trimestre 2011, du fait principalement de la poursuite du mouvement de restockage dans l'industrie manufacturière. Ainsi, au deuxième trimestre 2011, les industriels jugent leurs stocks plus élevés qu'au premier trimestre 2011. Par ailleurs, les perspectives de production, quoiqu'en léger repli, demeurent bien orientées et la demande globale anticipée par les industriels se maintient à un niveau bien au-dessus de sa moyenne. Ces deux facteurs inciteraient les chefs d'entreprises à poursuivre le mouvement de reconstitution de stocks. Au second semestre 2011, la contribution des variations de stocks à la croissance serait nulle. ■

2 - Tensions sur les capacités de production de l'industrie manufacturière

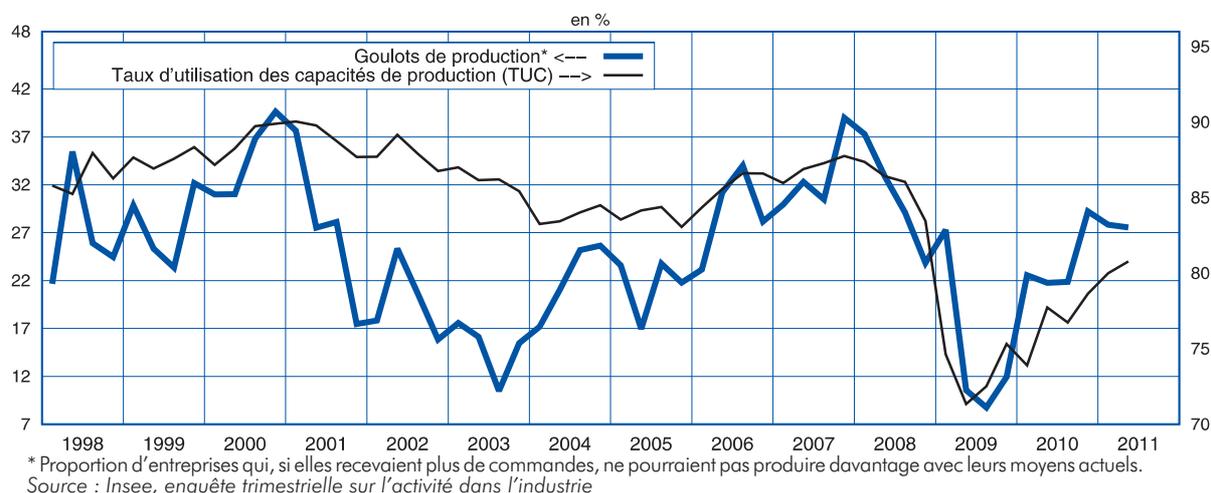


Tableau 2

Contribution des variations de stocks à la croissance

en point de PIB

	Évolutions trimestrielles								Évolutions annuelles		
	2010				2011				2009	2010	2011
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Produits agricoles et agroalimentaires	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0
Produits manufacturés	-0,2	0,2	0,2	-0,2	0,8	0,2	0,0	0,0	-1,1	0,6	1,0
dont :											
Produits agroalimentaires	-0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0				0,1	-0,1	
Cokéfaction et raffinage	0,1	-0,2	0,1	0,0	0,1				-0,2	0,0	
Biens d'équipement	0,1	0,1	-0,1	0,0	0,0				-0,2	0,2	
Matériel de transport	-0,2	0,0	0,0	-0,1	0,5				-0,3	-0,1	
Autres branches industrielles	-0,1	0,3	0,1	0,0	0,2				-0,5	0,5	
Énergie, eau, déchets	-0,1	0,1	0,2	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres (construction, services)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0
TOTAL (1)	-0,4	0,3	0,4	-0,3	0,7	0,2	0,0	0,0	-1,2	0,5	1,0

■ Prévission

(1) Les variations de stocks sont y compris les acquisitions nettes d'objets de valeur.

Source : Insee

Production

Au premier trimestre 2011, la production de biens et services a fortement accéléré (+1,6%), après un quatrième trimestre 2010 peu dynamique (+0,3%). Cette hausse a été nettement plus forte qu'anticipé dans la note de mars (+0,8%). L'activité dans l'industrie manufacturière a notamment affiché un rebond exceptionnel (+3,4%), principalement dû aux rattrapages ponctuels de production dans certains secteurs, en particulier celui du raffinage, après les grèves d'octobre.

L'indicateur du climat des affaires a progressé jusqu'en avril pour atteindre son plus haut niveau depuis plus de trois ans. Il s'est quelque peu infléchi en mai, même si l'indicateur de retournement « France » se maintient dans la zone favorable. Selon les enquêtes de conjoncture auprès des chefs d'entreprise, les perspectives de production ont en effet récemment faibli, même si elles se situent toujours, dans l'industrie et dans les services, au-dessus de leur moyenne de longue période. Dans ce contexte, la production ne se maintiendrait pas sur le rythme exceptionnel observé au premier trimestre : elle ralentirait au deuxième trimestre (+0,3%), et accélérerait quelque peu au deuxième semestre (+0,5% puis +0,6%, respectivement aux troisième et quatrième trimestres).

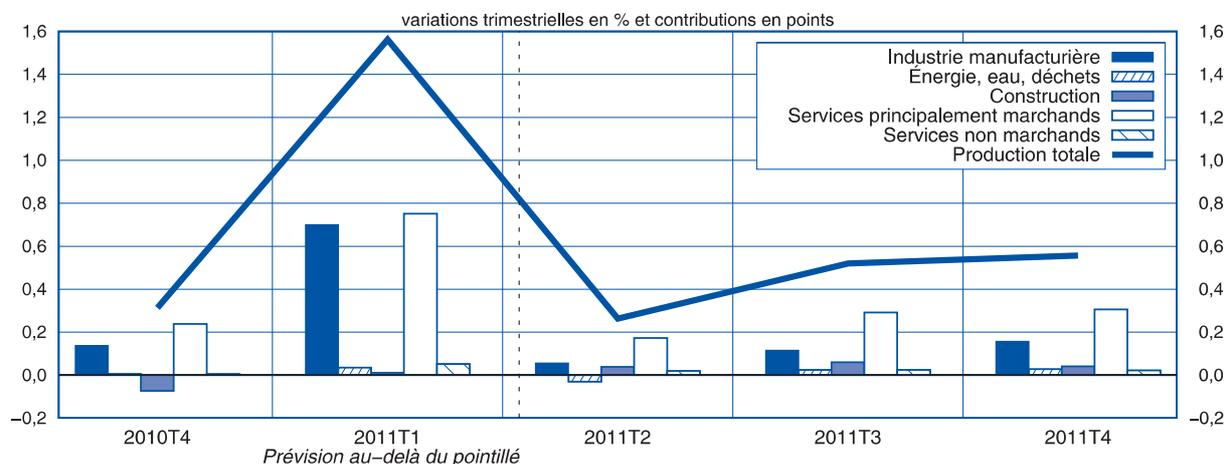
Sur l'ensemble de l'année 2011, la production accélérerait nettement (+2,8%, après +1,6% en 2010).

Ralentissement de la production au deuxième trimestre 2011

Au premier trimestre 2011, la production de biens et services a fortement accéléré (+1,6% après +0,3% au quatrième trimestre 2010). En particulier, la production manufacturière a connu un rebond exceptionnel : +3,4% après +0,7% au quatrième trimestre 2011 (cf. graphique 1). Elle a notamment bénéficié d'un effet de rattrapage important de production dans certains secteurs touchés par des difficultés particulières au quatrième trimestre 2010 : les grèves dans les raffineries avaient alors pénalisé la production énergétique et le secteur de la chimie, tandis que les mauvaises conditions climatiques avaient pesé sur la fabrication de matériaux de construction. La production a également rebondi dans les services marchands (+1,5%) et dans le commerce (+1,5%), et a cessé de se replier dans la construction (+0,1%, après -1,0% au trimestre précédent). Dans le secteur de l'énergie, de l'eau et des déchets, l'activité a retrouvé une croissance soutenue (+0,9%) en lien avec la forte progression de l'activité industrielle.

Au deuxième trimestre 2011, la production ralentirait nettement (+0,3%). L'indicateur du climat des affaires France, issu des enquêtes de conjoncture auprès des chefs d'entreprise, s'est ainsi légèrement replié en mai pour atteindre 108, un niveau néanmoins significativement supérieur à celui de sa moyenne de longue période (100) (cf. graphique 2). D'une part, les facteurs ponc-

1 - Contributions sectorielles à la croissance de la production totale



Source : Insee

tuels de rattrapage, qui ont soutenu la croissance de la production au premier trimestre, ne joueraient plus au deuxième trimestre. D'autre part, dans l'industrie, notamment dans le secteur automobile, des difficultés d'approvisionnement de certains composants, consécutives au séisme du 11 mars dernier au Japon, freineraient certaines chaînes de production. Au second semestre 2011, la production accélérerait quelque peu (+0,5 % puis +0,6 %, respectivement aux troisième et quatrième trimestres). Les perspectives d'activité demeurent en effet relativement favorables dans les services et l'industrie, bien qu'en léger retrait par rapport au début de l'année.

Au total, la production de l'ensemble des branches progressait de +2,8 % en 2011, après une hausse de +1,6 % en 2010.

La production manufacturière se tasse, après un premier trimestre exceptionnel

La production manufacturière a fortement rebondi au premier trimestre 2011 : +3,4 %, après +0,7 % au quatrième trimestre 2010. Cette croissance exceptionnelle, la plus forte des trente dernières années, a été en grande partie portée par le secteur de la cokéfaction et du raffinage (+24,7 % après

-17,6 %)⁽¹⁾. Dans les secteurs des biens d'équipement et des matériels de transport, la production est restée assez soutenue au premier trimestre (respectivement +2,3 % et +3,9 %), bien qu'en léger ralentissement par rapport au trimestre précédent (+3,7 % et +4,7 %). En particulier, l'activité dans l'automobile est restée dynamique, toujours soutenue par les effets de traîne de la fin de la prime à la casse en décembre 2010. La production du secteur des « autres industries » a été également robuste (+2,8 % après +0,7 %), en particulier grâce à un rattrapage dans les matériaux de construction. En revanche, la production est restée atone dans le secteur des industries agroalimentaires, comme au quatrième trimestre 2010 (+0,3 %, après +0,0 %). Au total, les facteurs de rebond ponctuels (grèves, effet « froid ») ont contribué pour plus des deux tiers à l'accélération de la production manufacturière au premier trimestre (cf. tableau).

Au deuxième trimestre, la production manufacturière décélérerait (+0,3 %). En effet, l'indicateur synthétique du climat des affaires dans l'industrie manufacturière se replie légèrement depuis avril. En mai, les industriels font notamment état d'un ralentissement de leur production passée (cf. graphique 3). C'est en particulier le cas dans les

(1) Du fait de l'importance des consommations intermédiaires dans cette branche, l'impact sur le PIB est nettement moindre.

Contributions sectorielles à la croissance de la production manufacturière

contributions en points

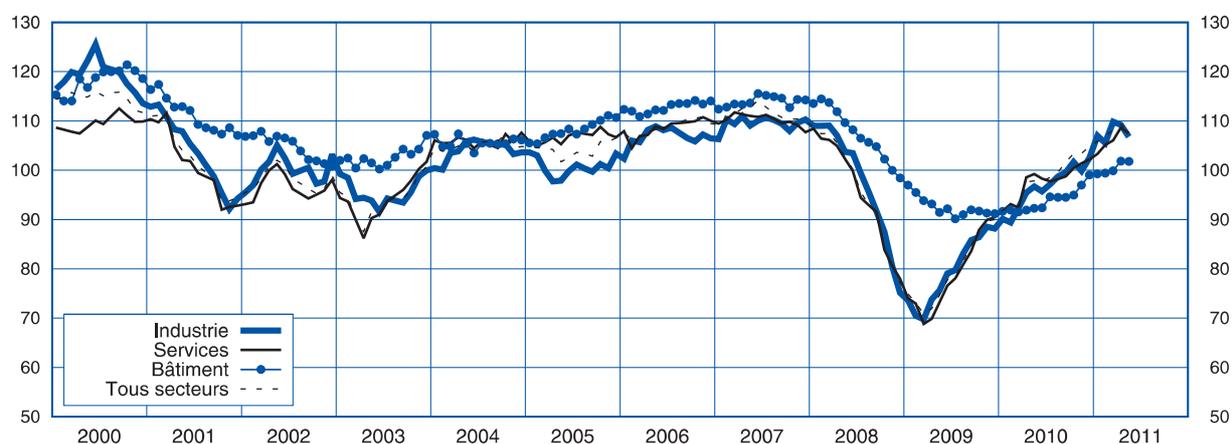
	2010 T4	2011 T1
Production manufacturière (croissance trimestrielle, en %)	0,7	3,4
Industries agroalimentaires (C1) ⁽¹⁾	0,0	0,1
Cokéfaction et raffinage (C2)	-0,9	1,0
Biens d'équipement (C3)	0,5	0,3
Matériels de transport (C4)	0,7	0,7
Autres branches industrielles (C5)*	0,3	1,3

(1) Note : Les sigles entre parenthèses indiquent le code A17 de la nomenclature NAF Rév2.

* Ce secteur comprend notamment la fabrication de matériaux de construction et la chimie.

Source : Insee

2 - Indicateurs synthétiques en France : tous secteurs, dans l'industrie, les services et le bâtiment



Source : Insee

secteurs de l'automobile et de la cokéfaction-raffinage. Deux facteurs explicatifs peuvent notamment être invoqués. D'une part, les effets de rattrapage observés au premier trimestre cesseraient. D'autre part, le secteur automobile subirait le contrecoup de la prime à la casse. Ce secteur pourrait en outre être affecté par des difficultés d'approvisionnement consécutives au séisme du Japon et susceptibles de ralentir certaines chaînes de production.

La production manufacturière se redresserait ensuite quelque peu jusqu'à l'horizon de prévision (+0,5 % puis +0,7 % aux troisième et quatrième trimestres 2011), les perspectives personnelles de production récemment déclarées par les entrepreneurs se maintenant au-dessus de leur moyenne de longue période.

Sur l'ensemble de l'année 2011, la production industrielle accélérerait (+5,1 %, après +4,3 % en 2010).

Reprise de l'activité dans la construction

Au premier trimestre 2011, la production a redémarré légèrement dans le secteur de la construction : +0,1 % après -1,0 % au quatrième trimestre 2010. Cette reprise est en partie imputable au redressement de l'activité dans les travaux publics, lié notamment à un effet de rattrapage à la suite des mauvaises conditions climatiques du quatrième trimestre 2010. La reprise de l'activité dans la construction s'affermirait à partir du deuxième trimestre 2011, et la production accélérerait (+0,5 %). Malgré des carnets de commandes encore jugés peu fournis dans les dernières enquêtes, les entrepreneurs du bâtiment jugent en effet que leur production passée est plus dynamique. Parallèlement, l'activité dans les travaux publics continuerait de

progresser, comme l'attestent les perspectives déclarées par les entrepreneurs de ce secteur (cf. graphique 4).

Au second semestre 2011, l'activité dans la construction accélérerait (+0,8 % puis +0,6 %). L'investissement résidentiel des ménages et des entreprises serait en effet plus dynamique (cf. fiches « Consommation et investissement des ménages » et « Investissement des entreprises et stocks »).

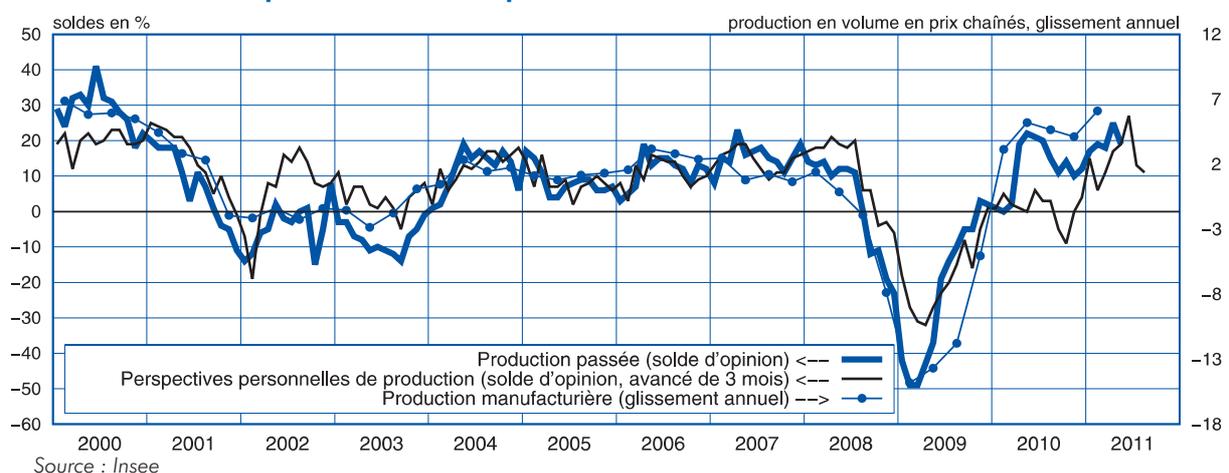
Au total, la production dans le secteur de la construction serait stable en 2011 (-0,1 %), après s'être fortement contractée en 2010 (-5,6 %).

Services marchands : l'activité continuerait de progresser jusqu'à la fin de l'année, mais à un rythme moins soutenu qu'au premier trimestre

L'activité des services marchands hors commerce a bondi au premier trimestre 2011 : +1,5 % après +0,4 % au quatrième trimestre 2010. L'activité a accéléré dans presque tous les secteurs, particulièrement dans l'hébergement et restauration (+1,3 % après -0,2 %), dans l'information et la communication (+2,1 % après +0,5 %) et dans les services aux entreprises (+1,9 % après +0,5 %). Seul le secteur du transport a vu son activité ralentir (+0,3 % après +0,4 %).

L'activité continuerait de progresser dans les services marchands hors commerce jusqu'à la fin de l'année 2011, mais à un rythme moins soutenu qu'au premier trimestre (+0,5 % au deuxième trimestre puis +0,6 % aux troisième et quatrième trimestres). Les chefs d'entreprise interrogés en mai font, en effet, état d'une stabilisation de la conjoncture dans les services, après la très nette amélioration observée en début d'année. Les entrepreneurs s'attendent notamment à une demande un peu moins favorable dans les prochains mois. L'indica-

3 - Opinion relative à la production dans l'industrie manufacturière



teur synthétique du climat des affaires baisse ainsi légèrement et s'établit à 108 en mai, un niveau néanmoins toujours supérieur à sa moyenne de long terme (100).

Sur l'ensemble de l'année 2011, la production de services marchands hors commerce croîtrait de 3,0 %, après une progression de 1,4 % en 2010.

Services principalement non marchands : l'activité resterait modérée jusqu'à fin 2011

Dans les services principalement non marchands, la production a été de nouveau atone au premier trimestre 2011 (+0,3 %). La croissance progresserait peu au deuxième trimestre (+0,1 %) et jusqu'à l'horizon de la prévision (+0,2 % par trimestre), la progression des dépenses publiques restant modérée.

Au total, la production de ce secteur augmenterait de +0,7 % en 2011, après une hausse de +1,0 % en 2010.

Croissance modérée dans le commerce après le rebond du premier trimestre

L'activité commerciale a fortement accéléré au premier trimestre 2011 (+1,5 % après +0,8 % au quatrième trimestre 2010). Dans le commerce de gros, le climat conjoncturel a en effet connu un important regain de dynamisme et les ventes déclarées par les chefs d'entreprise au cours des premiers mois de l'année ont été significativement supérieures à la normale. Parallèlement, selon les entrepreneurs du commerce de détail et du commerce et de la réparation automobiles, les ventes sont restées supérieures à leur moyenne de longue période au cours du premier trimestre, particulièrement dans le secteur automobile. Cette embellie est à relier, en partie, à la bonne tenue des dépenses de consommation des ménages en produits manufacturés du premier trimestre (+0,8 %, cf. fiche « Consommation des ménages »).

Au deuxième trimestre 2011, l'activité commerciale reculerait (-0,2 %), en lien avec la nette baisse des dépenses de consommation des ménages en produits manufacturés au deuxième trimestre 2011 (-1,5 %). Selon les entrepreneurs du commerce de gros interrogés en mai, le climat conjoncturel reste favorable mais marque légè-

ment le pas : le rebond des ventes observé au premier trimestre s'estompe quelque peu. Parallèlement, le climat conjoncturel du commerce de détail et du commerce et de la réparation automobiles reste stable dans les enquêtes d'avril et mai 2011 : l'indicateur synthétique demeure un peu au-dessus de son niveau moyen. Si les ventes passées et prévues ainsi que les intentions de commande enregistrées dans la grande distribution alimentaire restent vigoureuses, elles sont en revanche en net repli dans le commerce automobile, en lien avec la fin de la prime à la casse. L'activité commerciale se redresserait ensuite progressivement jusqu'à l'horizon de prévision (+0,6 % puis +0,7 % aux troisième et quatrième trimestres), suivant le profil des dépenses de consommation des ménages en produits manufacturés (+0,2 % puis +0,4 % prévus pour les troisième et quatrième trimestres), et en lien avec des intentions de commande toujours élevées dans le commerce de gros.

Au total, la production de la branche commerce progresserait de +3,3 % en 2011, après +2,9 % en 2010.

Retour à un rythme de croissance moyen dans le secteur de l'énergie, de l'eau et des déchets

L'activité dans le secteur de l'énergie, de l'eau et des déchets (principalement, la distribution d'électricité et de gaz) a été soutenue au premier trimestre 2011 (+0,9 %, après +0,1 % au quatrième trimestre 2010), entraînée notamment par le dynamisme du secteur industriel. Elle se replierait ensuite (-0,8 % au deuxième trimestre) en lien avec les températures élevées du deuxième trimestre, avant de revenir à un rythme de croissance moyen au deuxième semestre (+0,6 % puis +0,7 % aux troisième et quatrième trimestres). Sur l'ensemble de l'année 2011, la production de ce secteur croîtrait de +1,4 %, après une hausse de +4,4 % en 2010.

Dans les branches agricoles, la production a accéléré au premier trimestre 2011 (+0,6 %, après +0,1 % au quatrième trimestre 2010). Elle ralentirait ensuite jusqu'à l'horizon de prévision (+0,4 % au deuxième trimestre, puis 0,3 % aux troisième et quatrième trimestres), pénalisée notamment par la sécheresse. Au total, la production agricole se redresserait en 2011 (+1,2 %) après un recul en 2010 (-1,2 %). ■

4 - Activité prévue dans la construction

